



CONFLIT SINO-AMÉRICAIN

L'EUROPE PERDANTE

En économie, à la différence du western, les duels peuvent faire une victime collatérale sans blesser les deux adversaires. En l'espèce, les rivaux se nomment Donald Trump, le président américain, et Xi Jinping, son homologue chinois. Lassé d'accumuler des déficits commerciaux, le premier veut instaurer des droits de douane sur les importations du second, histoire d'augmenter le prix du *made in China* et d'inciter les Américains à consommer local.

Les prémices classiques d'une bonne vieille guerre commerciale. Seulement voilà, en guise de riposte, la Chine vient d'actionner l'arme monétaire, en laissant filer sa devise, le yuan. La logique : baisser la valeur de la monnaie rend plus compétitifs les produits chinois sur les marchés internationaux et donc neutralise les droits de douane imposés par Trump. Habile, sauf si... celui-ci fait de même avec le dollar, comme il semble le vouloir à en juger par les pressions exercées sur la FED, la Banque centrale américaine. Et à la fin ? C'est l'Union européenne qui perdrait. La baisse des deux monnaies (yuan et dollar) fait mécaniquement augmenter l'euro, au grand dam des entreprises de l'UE désireuses d'exporter leurs produits. Pas besoin de connaître la science

économique pour comprendre le problème : davantage d'importations en provenance de Chine et des Etats-Unis et moins d'exportations en direction de ces mêmes zones promettent chômage et délocalisations sur le Vieux Continent.

Avec en toile de fond, ce sempiternel dilemme. Soit l'euro reste une monnaie forte, comme le préconisent les Allemands ; les épargnants peuvent alors dormir sur leurs deux oreilles et les entreprises européennes investir par milliards aux Etats-Unis ou en Chine au grand bénéfice de leurs actionnaires. Il resterait encore quelques économistes ultralibéraux pour vouloir poursuivre dans l'austérité salariale, histoire de rester malgré tout compétitif pour pouvoir exporter en dépit d'un euro surévalué. Cette logique produirait des effets désastreux sur l'économie française et celles des pays du sud de l'Europe. Soit l'euro se déprécie sous la conduite de la Banque centrale européenne pour rester dans le jeu mondial dans une sorte de new deal version 2020 avec création monétaire au bénéfice des classes moyennes et investissements dans des infrastructures. En fait, Xi Jinping et Trump ont sonné l'heure du choix pour les dirigeants européens. Une tragédie grecque, pas un western. ■ FRANK DEDIEU

FRONT DE L'EST

La tenue de combat

Avant le G7 de Biarritz, à la fin du mois, Emmanuel Macron a prévu de recevoir son homologue russe. Traumatisées par cette perspective, deux historiennes, Galia Ackerman et Françoise Thom, ont publié dans *le Monde* un article titré : « Inviter Poutine, c'est le conforter dans ses positions agressives ». Ce type de raisonnement peut aller loin. Ainsi pourrait-on dire qu'inviter Donald Trump, c'est le caresser dans le sens du poil raciste ; inviter Xi Jinping, c'est faciliter sa mise au pas des Ouïghours turcophones du Xinjiang ; inviter Netanyahu, c'est l'encourager à poursuivre la colonisation du territoire palestinien ; inviter le Premier ministre indien, Narendra Modi, c'est avaliser la répression dont sont victimes les musulmans ; inviter le maréchal Sissi, c'est cautionner sa main de fer. Or, seul Vladimir Poutine a droit à ce raccourci. Pour nos deux historiennes, le simple fait de parler au président russe vaut absolution de ses faits et gestes les plus critiquables. A ce compte-là, il ne reste plus que la déclaration de guerre. En attendant, il en est qui sont déjà en tenue de combat. ■ JACK DION

SUIVEZ LE BŒUF

TRIPLE PEINE POUR LES ÉLEVEURS FRANÇAIS

Hier, le Ceta ; aujourd'hui, les importations de bœuf américain ; demain, le Mercosur », résume Denis Perreau, secrétaire national au pôle élevage de la Confédération paysanne. Et, pour cause, ces trois accords combinés devraient réduire de 10 % le prix payé au producteur français et coûter 50 000 emplois à la filière. Majoritairement hostile

à la mondialisation débridée, l'opinion publique s'en émeut mais pas le gouvernement, et pas davantage l'immense majorité des députés en faveur du Ceta (traité de libre-échange avec le Canada). Ni les Etats membres de l'Union européenne, d'ailleurs signataires, le 5 août dernier, d'un accord pour ouvrir les quotas d'importation de bœuf américain, élevé

selon un modèle ultra-intensif. Peu importe si nos éleveurs venaient de faire de lourds investissements pour produire bon et écolo (augmentation des surfaces minimales par animal, couverture des fumiers pour éviter toute pollution). « Un profond sentiment d'abandon », conclut le syndicaliste. Start-up et applications Web, les deux seules mamelles de la France macronienne ? ■ THOMAS VALLIÈRES